

NEPAL : les turpitudes sans fin de l'ancien royaume (1/2)

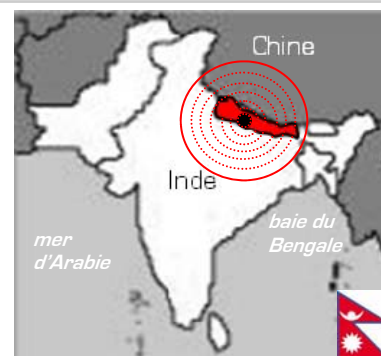
Dans la lointaine Asie, il n'est pas que l'ancien Siam à vivre les premières journées de mai dans la tension des grands rassemblements populaires, des manifestations anti-gouvernementales agrégeant plusieurs dizaines de milliers de contestataires, des jours, des semaines durant. Si Bangkok respire depuis 2 mois au rythme du bras de fer entre le gouvernement et les « chemises rouges », dans les contreforts de l'Himalaya, Katmandou la népalaise souffre ces derniers jours une grève générale imposée par l'irascible mouvement maoïste, laquelle fige la vie quotidienne des 28 millions de Népalais et ne manque pas de faire naître chez ces derniers une légitime inquiétude, tant, à l'instar de la situation thaïlandaise là encore, les desseins des forces en présence paraissent irrédentistes, leur capacité à dialoguer réduite, la confiance inexistante. Quatre ans après la fin d'une décennie de guerre civile (15 000 morts), deux ans après avoir tourné la page de la monarchie et à quelques semaines du terme du mandat alloué à l'Assemblée Constituante (28 mai), la jeune et frêle République népalaise est-elle à la veille d'une nouvelle rupture ?

■ **Katmandou, grève générale et paralysie.** A l'initiative des responsables politiques du parti maoïste (UCNP-maoïste) - 1ère force d'opposition depuis 2008 ; majorité relative à l'Assemblée —, une grève générale *illimitée* paralyse depuis le 2 mai l'enclavé et déshérité Népal ; un énième soubresaut dont se passerait pourtant volontiers cet ancien royaume hindouiste et toute jeune république, Etat parmi les plus pauvres non seulement d'Asie mais du monde et peinant à panser les plaies encore béantes d'une décennie de guerre civile (1996-2006). Aussi, ces premiers jours de mai, par dizaines de milliers, les sympathisants maoïstes paralysent, entre pressions et menaces, la vie quotidienne des 28 millions de Népalais, dans la capitale Katmandou notamment, appliquant presque martialement une grève générale que peu d'intrépides — touristes étrangers ou commerçants locaux — s'avisent à braver... Cette mobilisation imposante fait quelque part écho aux efforts des « chemises rouges » à Bangkok visant à déloger du pouvoir le 1er ministre ; en effet, en se mobilisant en nombre, les maoïstes, arborant eux aussi des tenues — et force drapeaux — aux couleurs écarlates et maniant sans mal le slogan politique, entendent faire pression sur les autorités, sur la population, et précipiter la chute du gouvernement du 1er ministre Madhav Kumar Nepal, aux commandes du fragile édifice gouvernemental depuis tout juste un an.

■ **Selon les maoïstes.** D'après ces militants ayant troqué il y a peu la voie des armes pour celle des urnes (accord de paix en 2006 ; élections en 2008), M.K. Nepal et sa suite n'auraient pas réussi à consolider le processus de paix, se seraient révélés incapables d'encadrer la rédaction du prochain texte constitutionnel, seraient « des marionnettes aux mains de l'Inde » (*The Hindu*, 1 mai), feraient montre d'une incompetence notoire, etc. Un bilan probablement *un brin* partial qui justifierait, aux yeux du charismatique leader maoïste P. Kamal Dahal, plus connu sous le nom de guerre de Prachanda (« *le féroce* »), que l'équipe en place quitte le pouvoir et confie à nouveau à ses bons soins (Prachanda fut un éphémère 1er ministre entre août 2008 et mai 2009) la gestion des affaires nationales, les maoïstes se faisant forts de constituer un gouvernement d'unité nationale...

■ **Un 1er ministre prêt à démissionner...si...** Mettant lui aussi en avant l'intérêt de la nation et cet insaisissable concept d'unité nationale népalaise, le 1er min. M.K. Nepal le bien nommé laisse entendre qu'il céderait volontiers ses fonctions ...pour peu qu'on lui présentât une équipe apte à façonner cette unité nationale, que les maoïstes mettent un terme à l'existence de leur intimidante et très controversée branche « jeune » (Youth Communist League), que la hiérarchie de ce mouvement acceptent enfin le principe de la restitution des terres confisquées par ses troupes lors de la violente décennie de guerre civile. Et l'on en passe... Aussi, même si des pressions émanent du parti même du 1er ministre — Communist Party of Nepal (UML) - pour que ce dernier quitte prématurément ses fonctions, la liste des demandes du 18ème chef de gouvernement (depuis seulement 1990 !) paraît suffisamment dense et rédhibitoire pour prolonger la joute, la grève générale et la tension qui en résulte de quelques jours supplémentaires, à minima...

■ **La date butoir du 28 mai.** Elue depuis 2 ans désormais, l'Assemblée Constituante est censée achever son chantier magistral - la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel pérennisant le système républicain dans un format fédéral — d'ici quelques



CHRONOLOGIE

1996 : début de l'insurrection maoïste.
2001 : massacre de la famille royale.
2001 : intensification des combats ; proclamation de l'état d'urgence.
2005 fév. : retour de la monarchie absolue face au péril maoïste ; état d'urgence.
2005 nov. : accord maoïstes/partis politiques pour rétablir la démocratie.
2006 avr. : le roi rétablit le Parlement.
2006 mai : Parlement limite les pouvoirs du roi ; pourparlers paix avec maoïstes.
2006 nov. : accord de paix ; mise en place d'un gouvernement intérimaire.
2007 : violence ethnique dans le sud-est.
2007 avr. : maoïstes au gouv. intérimaire
2007 déc. : abolition de la monarchie.
2008 janv. : le Terai (sud) réclame une autonomie régionale ; violence.
2008 avr. : élections constituintes ; les maoïstes obtiennent le plus de sièges.
2008 mai : Népal devient une République
2008 août : Prachanda, leader maoïste, 1er min. d'un gouvernement de coalition.
2009 mai : démission de Prachanda ; Madhav Kumar Nepal devient 1er min.
2010 2 mai : début grève générale décrétée par les maoïstes ; pays paralysé.
2010 28 mai : date butoir des travaux de l'Assemblée Constituante.



Slogans et menaces : manifestants maoïstes dans les rues de Katmandou, (début mai 2010).

NEPAL : les turpitudes sans fin de l'ancien royaume [2/2]

semaines, le 28 mai ; un terme qui se rapproche à grandes enjambées, sans que l'on ait le sentiment que l'ensemble de la tâche ait été mené jusqu'alors de mains de maître... Or, composée dans cette seule fin, l'Assemblée Constituante devrait en théorie une fois cette date passée laisser le champ à une autre assemblée ; une perspective qui ne paraît pas enchanter nombre d'élus, plus inquiets pour leur situation personnelle de parlementaire devant affronter le verdict de l'électeur que des retards dans la mise en œuvre des réformes constitutionnelles, institutionnelles et administratives... Une situation hélas coutumière.

■ **Ces 19 000 combattants maoïstes dont on ne sait que faire.** « Parqués » depuis 3 ans dans une trentaine de camps de fortune placés sous le monitoring étroit des Nations unies, 19 000 « anciens combattants » maoïstes démobilisés attendent que leur sort soit enfin réglé...administrativement, s'entend. Une mise en œuvre loin d'aller de soi, tant les résistances et les réticences de différentes parties se conjuguent pour retarder le règlement du dossier. Pourtant, selon les termes de l'accord de novembre 2006, les choses ne paraissent pas si alambiquées : une partie de ces anciens insurgés - les moins endoctrinés notamment — pourrait rejoindre les rangs... de leur ancienne ennemie, la Nepal Army (ex-Royal Nepal Army), tandis que d'autres devraient, sous conditions là encore, réintégrer la vie civile. Trois années plus tard, ces anciens combattants qui ont — en théorie — remis l'ensemble de leur arsenal aux représentants de l'ONU (lesquels les conservent précieusement dans des containers scellés et dûment gardés), attendent que soit mis en pratique la lettre et l'esprit de l'accord de paix. Des combattants qui perçoivent une solde mensuelle et continuent à entretenir leur condition, sans mettre en danger leur intégrité physique ni avoir à redouter quoi que ce soit des forces régulières... Des militants aguerris qui, s'ils étaient à nouveau sollicités par la hiérarchie maoïste, pourraient en peu de temps délaissés ces camps *transitoires*, prendre le maquis et reprendre la lutte armée. Il est vrai que le haut commandement de la Nepal Army voit d'un fort mauvais œil l'intégration de ces recrues autrefois dans le viseur de ses soldats et dont la fiabilité idéologique de nombre d'entre eux serait sujette à caution. Les rapports restent sensibles entre militaires haut gradés et maoïstes, tout « pacifiés » soient-ils ces dernières années. Prachanda « le féroce » ne démissionna-t-il pas de son poste de 1er ministre en mai 2009, une fois que le Président de la République ait déjugé son chef de gouvernement, refusant de démettre de ses fonctions le chef des armées, ainsi que le souhaitait le leader maoïste...

■ **L'Inde, dans l'équation népalaise.** « Si l'Inde croit qu'en soutenant M.K. Nepal (le 1er ministre), tout ira pour le mieux, si elle estime à présent tenir le commandement de l'armée népalaise, que cette dernière fera tout ce qu'elle lui demande et enfin, que les maoïstes veulent tuer le peuple du Népal, alors les responsables indiens commettent une erreur. Nous les appelons à ne pas commettre cette erreur ». Par ces propos dénués d'ambiguïté (1er mai 2010), Prachanda rappelle aux observateurs étrangers comme aux responsables politiques indiens combien les maoïstes tiennent désormais peu en estime New Delhi, accusée d'ingérence, de partialité, d'entretenir des liens très — trop ? - étroits avec les forces armées népalaises (formation ; fourniture de matériels ; coopération ; etc.), de considérer le Népal comme une province indienne et le gouvernement actuel comme un vulgaire vassal. Loin est à présent le temps où les maoïstes profitaient du concours et de l'influence du puissant voisin indien pour se rapprocher de la table des discussions avec les autres acteurs politiques népalais. Il est également vrai que depuis lors, le péril maoïste s'est considérablement étendu ... sur le territoire indien (présence dans 20 Etats sur 28) ; la « menace n°1 sur la sécurité de l'Inde », selon le propos inquiet du 1er ministre indien Manmohan Singh.



Repères

Régime	République fédérale
Religion	Hindouisme
Territoire	147 000 km ²
Capitale	Katmandou
Population	28 millions
Espérance de vie	65 ans
Alphabétisation	49%
Part pop. rurale	83%
PIB (milliards \$)	12
PIB per capita	400 \$
Croissance 2009	+ 4,7%
Chômage	45% pop.
Pauvreté	25% pop.
Inflation (2009)	13%
Partenaires commerciaux	Inde, Chine, USA
Armée	96 000 h

3 hommes et des desseins ... incompatibles ?



M. Kumar Nepal
Communiste
57 ans
1er min. depuis mai 2009 (le 18e depuis 1990...)



P. Kamal Dahal, dit Prachanda
Leader maoïste
56 ans
1er min. entre août 2008 et mai 2009



Général C.S. Gurung
55 ans
Chief of Army staff depuis sept. 2009
ancien attaché militaire...en France

Prospective : « Au Népal, révolutions et changements politiques naissent de mouvements d'humeur de la rue ». Une nouvelle fois, le verbe menaçant de l'éphémère 1er min. Prachanda tonne comme un avertissement aux tenants traditionnels du pouvoir et de l'autorité. L'envie de ces derniers d'œuvrer en soutien des maoïstes à la refonte institutionnelle du pays ne saute pas aux yeux, pas davantage qu'ils n'attendent de ces ennemis d'hier une repentance sincère, ou n'entendent céder à ces combattants idéologiquement suspects une once de leur influence dans la société népalaise contemporaine, pourtant plus tout à fait celle du XXème siècle. Le processus de paix est-il pour autant menacé, déjà condamné ? Il serait bien hardi de le prétendre et on ne saurait naturellement le souhaiter. Pourtant, au-delà de quelques années, un processus de paix qui s'enlise durablement et tarde à produire ses bénéfices pour la société peut se muer, presque mécaniquement, en une redoutable bombe à retardement. Gageons que Katmandou et Delhi sauront agir de concert pour éloigner la menace de ce spectre dé-

Olivier GUILLARD
Directeur de recherches à l'IRIS
Associé Crisis Consulting